

Des femmes issues de la société civile syriennes étaient reçues mercredi 11 septembre à Paris par la ministre des droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem. Premières victimes de la guerre, elles s'organisent pour défendre leurs droits et secourir leur peuple meurtri par deux ans et demi de guerre.

Souvent, elles n'apparaissent pas sur les photos, impressionnantes, de rebelles au combat kalachnikov à la main, défiant le régime de Bachar Al Assad. Mais les femmes syriennes sont bien en première ligne dans le conflit syrien. Comme victimes, mais aussi souvent comme acteurs.

« En Syrie, les femmes se dressent de plus en plus », raconte Sarah Thiérée, membre de l'Association d'aide aux victimes d'agression sexuelle (Avas), qui soutient les victimes de viol en Syrie. « Elles n'hésitent plus, souvent, à s'éloigner de leurs familles pour s'engager dans la rébellion. Mais elles le font dans l'ombre? : elles s'occupent de la logistique, des médias, sont un relais. »

Cette étudiante française en psychologie était reçue mercredi 11 septembre par la ministre des droits des femmes Najat Vallaud-Belkacem, pour une réunion consacrée à la situation des femmes en Syrie. Avec elle, sept Syriennes, membres de la société civile, qui voulaient rappeler l'urgence de protéger les femmes, mais aussi de soutenir leur combat face au régime et aux djihadistes.

LE VIOL, ARME DE GUERRE

« Les femmes sont les premières à souffrir », explique une représentante de la Coalition d'opposition syrienne (qui souhaite rester anonyme). Le constat est terrifiant? : la situation des femmes en Syrie ne cesse de se détériorer. Difficile, toutefois, d'obtenir des chiffres. Mais le viol est désormais utilisé massivement.

« On n'aurait jamais imaginé que les agressions sexuelles seraient pratiquées à une telle échelle », explique le docteur Obeida Al Moufti, seul homme présent à la réunion et porte-parole de l'Union des organisations syriennes de secours médical (UOSSM).

Le viol est utilisé par le régime et les djihadistes pour interroger des prisonniers, mais aussi pour terroriser et humilier leurs familles. C'est devenu, comme souvent, une arme de guerre. « La situation dans les camps de réfugiés à l'étranger est encore pire, et le harcèlement sexuel y est permanent », souligne une intervenante.

LES FEMMES COINCÉES À LA MAISON

Au-delà de ces violences directes, la femme perd peu à peu son statut au sein de la société syrienne. « Les femmes syriennes étaient actives, beaucoup d'entre elles travaillaient avant la guerre, » explique Khaoula,

présente en Syrie et jointe par Skype. *Elles ne jouent plus le rôle qu'elles avaient auparavant quand elles étaient le vrai responsable de la famille. Désormais, elles sont coincées à la maison.*

Elle-même exerce dans un centre médical situé en zone rebelle proche de la frontière turque. Elle a envoyé toute sa famille aux États-Unis pour la mettre en sûreté, pour se consacrer entièrement aux soins des populations civiles.

Et elle est loin d'être la seule. Certaines mettent leur notoriété au service de leur cause. Bassma Kodmani, une politologue, a créé « Initiative pour une nouvelle Syrie ». Elle milite pour un soutien accru aux femmes syriennes.

L'ÉDUCATION COMME PRIORITÉ

« Comme composantes de la société civile, les femmes rencontrent des difficultés pour nouer des partenariats, notamment à l'étranger, » explique-t-elle. *La situation sur le terrain rend les choses très opaques. Pourtant, nous avons besoin d'une aide concrète. La demande numéro un des femmes en Syrie aujourd'hui, c'est l'éducation des enfants.*

L'éducation est une priorité aussi pour Samar Yazbek, comédienne et fondatrice de l'association Soriyat (« Syriennes »). « Soixante pour cent des enfants syriens ne sont plus scolarisés, » rapporte-t-elle. *Nous nouons des partenariats avec des organisations de femmes et les structures locales en Syrie pour organiser des classes de trois mois. Il ne faut pas qu'on ait une génération entière qui ne sache ni lire ni écrire...*

Mais même si les femmes sont actives dans de nombreux domaines (le secours médical, les médias, l'éducation...), la situation est « de plus en plus dramatique. Particulièrement avec l'émergence d'une nouvelle «maladie»: les djihadistes », qui excluent systématiquement les femmes de la vie civile, souligne-t-elle.

LA SOLUTION, CRÉER DES STRUCTURES À L'ÉCHELLE LOCALE

Pourtant, les femmes étaient en pointe dès le début de la révolte. « La majorité des comités [installés pour administrer les zones libérées] ont été créés par des femmes, » rappelle Samar Yazbek. *Mais c'était avant la militarisation du conflit...*

La France affiche son soutien à ces organisations issues de la société civile. « Nous avons été le premier pays à soutenir ces projets locaux, » estime Éric Chevallier, ambassadeur de France pour la Syrie. *C'est stratégique?: nous pensons qu'il faut aider les modérés et la société civile pour ne pas se retrouver avec un affrontement régime contre djihadistes.*

Le défi est désormais de s'organiser, pour représenter une alternative aux extrémistes. « Les Syriennes se méfient des jeux de pouvoir des grandes structures, » explique Sarah Thiérée. *Alors elles créent des structures au niveau local*

et tentent de se fédérer. Elles préparent ainsi l'après-révolution. Et quand le régime tombera, elles seront bien présentes. »

Assad promet de placer ses armes chimiques sous contrôle international

Cette déclaration intervient alors que le chef de la diplomatie américain John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov se rencontrent aujourd'hui dans le but de rouvrir une voie diplomatique pour le conflit syrien. De son côté, le chef de l'Armée syrienne libre Sélim Idriss a rejeté le plan russe prévoyant le contrôle international des armes chimiques, le jugeant insuffisant.

« La Syrie place ses armes sous contrôle international à cause de la Russie », a déclaré Bachar Al Assad hier à une chaîne publique russe. Les menaces des États-Unis n'ont pas influé sur la décision de mettre sous contrôle les armes chimiques », a-t-il ajouté, précisant qu'il allait envoyer des documents à l'ONU sur les conditions de cette supervision internationale.

Cette déclaration intervient alors que le chef de la diplomatie américain John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov se rencontrent aujourd'hui dans le but de rouvrir une voie diplomatique pour le conflit syrien. De son côté, le chef de l'Armée syrienne libre Sélim Idriss a rejeté le plan russe prévoyant le contrôle international des armes chimiques, le jugeant insuffisant.

Rémy Pigaglio